

SITUATION EN UKRAINE

Tatiana Kastouéva-Jean, chercheuse et directrice du Centre Russie/Eurasie de l'Ifrri

Nous avons travaillé dur pour que cinq pays soient représentés lors de cette session, dont les trois États du Caucase du Sud. Cependant, pour diverses raisons, cela n'a malheureusement pas été possible, mais nous avons avec nous deux excellents intervenants : notre désormais très bon ami Roman Vassilenko, vice-ministre des Affaires étrangères du Kazakhstan, qui était avec nous l'année dernière, et notre nouvel invité, Vahan Kostanyan, vice-ministre des Affaires étrangères d'Arménie.

Monsieur Kostanyan, l'année dernière, après notre séance, la première question venant de notre auditoire concernait le Haut-Karabagh. Nous y avons répondu du mieux que nous pouvions, mais cette année, nous avons une réelle opportunité d'en savoir plus sur la situation actuelle du point de vue d'un témoin direct.

Cependant, je voudrais commencer par une question sur ce que nous venons d'entendre du ministre Dmytro Kuleba. J'aimerais connaître votre réaction à ce qu'a dit le ministre Kuleba. Comment voyez-vous la situation actuelle en Ukraine sur le terrain, les risques actuels et à venir ? Et si l'Occident n'avait plus la volonté de soutenir l'Ukraine en raison de la lassitude vis-à-vis de la guerre en Ukraine ? Et la multiplication des tensions au sein des conflits et des guerres à l'extérieur, y compris au Moyen-Orient ? Comment peut finir la guerre en Ukraine ? Et si l'Ukraine perdait la guerre ? Cette question n'est plus taboue désormais. Quel serait l'impact sur votre pays, sur votre région et sur l'équilibre mondial ?

Nous commencerons par M. Vassilenko, vice-ministre des Affaires étrangères du Kazakhstan.

Roman Vassilenko, vice-ministre des Affaires étrangères du Kazakhstan

Merci beaucoup et je suis ravi d'être de nouveau ici. Je vous remercie de nous avoir invités.

Un journaliste, un ami depuis de nombreuses années, m'a dit de ne jamais répondre à une question commençant par « Et si », car spéculer est une tâche ingrate.

Cependant, ce que je voudrais dire, c'est que c'est quelque chose d'extrêmement triste et douloureux à regarder et à ressentir dans votre cœur. C'est une tragédie qui se déroule et qui se poursuit depuis plus d'un an et demi maintenant.

Pour le Kazakhstan, pays épris de paix et n'ayant de relations problématiques avec aucun pays, nous souhaitons naturellement une solution le plus rapidement possible. Nous sommes prêts à aider, à servir de plate-forme de négociation si la Russie et l'Ukraine souhaitent nos



services. Nous entretenons des relations avec la Russie et l'Ukraine, c'est pourquoi nous gardons ouverts les ponts et les portes.

Nous pensons que la solution ne peut être trouvée que sur la base de la Charte des Nations Unies et du respect des principes fondamentaux de cette charte, y compris le respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté des États, y compris, dans ce cas, de l'Ukraine.

Tatiana Kastouéva-Jean

Merci beaucoup.

Vahan Kostanyan, vice-ministre des Affaires étrangères d'Arménie

Je crois que nous devons d'abord comprendre ce qui s'est passé et quand cela a commencé. Le principe même du recours à la force a été violé, et février 2022 n'en était pas la première manifestation.

La communauté internationale et le Caucase du Sud ont été témoins de la violation de ce principe un an avant le début de la guerre en Ukraine, en 2020, dans notre région du Haut-Karabagh. Malheureusement, à cette époque, nombre de nos partenaires internationaux sont restés silencieux et ont montré deux visages devant la situation sans indiquer clairement et directement que le recours à la force n'était pas acceptable.

Ceci en a fait un précédent. Si quelque chose peut être toléré dans le cas d'un pays, d'autres peuvent probablement considérer ou interpréter cette situation comme un feu vert pour agir également en violation de la Charte des Nations Unies.

Personne ne connaît mieux que nous l'horreur de la guerre. Nous en avons été témoins dans les années 1990 et en 2020. Nous sommes encore témoins des conséquences de la récente agression militaire du 19 septembre 2023, à la suite de laquelle le Haut-Karabagh et 100 000 personnes ont été contraints de se déplacer et, fondamentalement, le Haut-Karabagh est en train d'être ethniquement nettoyé.

Cependant, nous pensons qu'à un moment donné, l'ordre mondial devrait être établi de telle manière que les principes puissent être projetés de manière égale pour tout le monde, et que chacun devrait adhérer à ces principes. La question de la violation des principes, sans aucun calcul géopolitique, devrait être également soulevée et devrait être également rejetée par la communauté internationale.